

AFGHANISTAN

Au moins 20 morts dans un attentat-suicide

Un attentat-suicide a de nouveau visé des fonctionnaires afghans hier à Kaboul faisant au moins 20 morts parmi les employés et les visiteurs de la Cour suprême, fauchés à l'heure de sortie des bureaux.

Selon un bilan provisoire du ministère de la Santé, 41 personnes ont été blessées dont au moins un enfant, «mais ce bilan pourrait s'aggraver», a estimé un porte-parole.

«Le kamikaze s'est avancé à pied et a déclenché sa charge sur le parking» dans l'enceinte de la Cour suprême, à l'heure où les employés allaient embarquer à bord des bus qui les accompagnent, a rapporté à l'AFP un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najibullah Danish.

Mais selon un responsable de la Cour joint à l'intérieur, l'attentat s'est produit près du guichet où le public vient récupérer les passeports, ce qui expliquerait que les victimes se comptent aussi parmi les visiteurs.

«Nous étions une dizaine à attendre nos passeports, six d'entre nous ont été blessés mais nous sommes tous vivants», a raconté Mohammad Ayob à l'AFP.

D'autres ont eu moins de chance comme le confie Nazar Mohammad Niazi à l'AFP : «C'était l'heure de rentrer à la maison. J'ai vu une petite fille projetée juste devant moi par le souffle de l'explosion, elle est morte».

La déflagration, assourdissante, a été entendue alentour, suscitant des scènes de panique aux abords de l'enceinte, dont les accès ont été aussitôt barrés par les forces de police. «J'étais dedans avec mon

père pour une démarche. Nous nous dirigeons vers le parking quand on a entendu une très forte explosion, quand j'ai regardé mon père, il gisait en deux morceaux... comment vais-je faire sans lui», pleure un homme, le visage défait, les mains en sang, dont le témoignage a été diffusé en direct par la chaîne de télévision locale Tolo News. Un autre a fait état de «projections de chair et de sang sur les murs, (les corps) de deux femmes et un enfant qui étaient à côté de moi. C'était horrible».

L'attentat est survenu peu avant 16h locales (12h30 GMT, bien 12h30) dans l'enceinte de la Cour, située non loin de l'ambassade des Etats-Unis dans la capitale afghane. Il n'avait pas été revendiqué en

fin de journée. La route conduisant au bâtiment a été aussitôt barrée par les forces de police. Plusieurs ambulances et véhicules de pompiers ont été également déployés sur place, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le dernier attentat d'ampleur à Kaboul, le 10 janvier, avait visé une annexe du Parlement également à l'heure de sortie des bureaux, faisant 38 morts et quelque 80 blessés. La Cour suprême à Kaboul avait, par ailleurs, été déjà visée une première fois en juin 2013 par un attentat qui avait fait 15 morts et une quarantaine de blessés: la bombe de forte puissance avait explosé à la même heure, 16h, dans l'entrée du bâtiment.

Les talibans avaient alors revendiqué l'opération et menacé d'autres attentats à venir si la Cour continuait de condamner à mort leurs combattants.

Le Président afghan Ashraf



Photo : DR

Une attaque-suicide devant la Cour suprême de Kaboul fait au moins 20 morts.

Ghani a condamné «l'attaque barbare», évoquant «un crime contre l'humanité et un acte impardonnable». En 2016, l'Onu a enregistré le pire bilan pour les civils en Afghanistan depuis qu'elle a commencé de les comptabiliser en 2009, soit 11 500 morts et blessés.

Parmi eux, près de 2 000 personnes ont été affectées par des attentats indiscriminés contre la

population, dont 398 ont été tuées. Ce qui constitue là encore un record depuis 2009, en augmentation de 7% comparé à 2015.

Pour la Mission des Nations-Unies d'assistance à l'Afghanistan (Manua), les mouvements insurgés, dont les talibans et le groupe Etat islamique, sont responsables de plus de 60% des victimes, ce que les Talibans contestent.

SYRIE

Daesh détruit la plus importante centrale de gaz du pays

Des éléments du groupe terroriste Daesh ont incendié hier un gazoduc situé près de la centrale de gaz de Hayyan, à Palmyre, mettant complètement hors service la plus importante centrale de gaz de Syrie, a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

Daesh a mis le feu à un gazoduc connecté au champ gazier de Hayyan, situé au nord-ouest de Palmyre (province de Homs), a annoncé la télé-

vision nationale syrienne, citée par Sputnik. Selon la chaîne, l'incendie a duré plusieurs heures. Les éléments de Daesh se sont emparés du gisement de Hayyan en décembre dans le cadre d'une offensive du groupe terroriste contre Palmyre.

En janvier, les terroristes ont fait exploser la centrale de gaz située dans la région et qui alimentait en électricité un tiers de la Syrie.

L'attaque contre le gazoduc intervient alors que les troupes gouvernementales syriennes redoublent actuellement d'efforts contre Daesh, en particulier dans la province de Damas et près de Palmyre.

Selon des sources concordantes, elles délogent progressivement les terroristes du champ pétrolier de Hayyan à l'ouest de la célèbre cité antique, reprise par Daesh en décembre.

FRANCE

Le candidat de droite Fillon tente de relancer sa campagne

A moins de trois mois de la présidentielle française, le candidat de droite François Fillon tentait hier de remobiliser ses soutiens et de relancer sur le terrain une campagne plombée par des soupçons d'emplois fictifs, au lendemain de ses «excuses» aux Français.

Après deux semaines de tourmente qui lui ont fait perdre son statut de favori de la course, l'ex-Premier ministre conservateur a tenu une réunion avec des parlementaires de son camp avant un déplacement dans le nord-est de la France.

Il n'y a «pas de plan B» mais «juste un plan A comme Attaque», a-t-il martelé devant des troupes parfois déboussolées, à moins de trois mois du premier tour le 23 avril.

Il doit poursuivre son offensive avec la publication d'une «lettre aux Français» aujourd'hui dans la presse régionale.

François Fillon avait défendu lundi la «légalité» des emplois de son épouse Penelope et de deux de leurs enfants, lors d'une longue conférence de presse, suivie en direct par plus de 2 millions de téléspectateurs et internautes.

Mais il a aussi reconnu que ces pratiques choquaient aujourd'hui l'opinion publique et a pour la première fois présenté ses «excuses» pour avoir embauché des membres de sa famille comme assistants parlementaires.

Alors que son propre camp commençait à s'alarmer de la perspective d'une élimination dès le premier tour, ses plus proches soutiens ont de nouveau fait bloc.

«Le socle a tenu» et «on est repartis en campagne», a assuré Christian Jacob, patron des députés de son parti, Les Républicains. Il «a prouvé qu'il était vraiment le patron» et «qu'il n'y avait pas de plan B», a

affirmé hier Bruno Retailleau, son coordinateur de campagne.

Des voix s'élevaient depuis plusieurs jours pour évoquer une candidature alternative, comme celle de l'ancien Premier ministre et finaliste de la primaire de droite, Alain Juppé, qui a pourtant répété qu'il ne servirait pas de recours.

Les Français, en revanche, semblent moins sensibles aux arguments avancés par François Fillon.

Selon un sondage publié hier, les deux tiers d'entre eux (65%) n'ont pas été convaincus par ses explications sur le travail rémunéré de ses proches. Ils sont plus d'un tiers (35%) à estimer qu'il doit néanmoins maintenir sa candidature à la présidentielle.

«Maintenant, c'est le 23 avril que ça se

passera. La question, ce n'est pas de savoir si les politiques sont convaincus, la question, c'est les Français», a souligné Nathalie Kosciusko-Morizet, députée et candidate malheureuse à la primaire de la droite en novembre dernier.

Jusque-là favori des sondages pour l'élection, François Fillon a brutalement dévié dans les intentions de vote après l'éclatement de l'affaire. Un sondage Opinionway publié hier l'a donné troisième avec 20%, derrière la chef de file de l'extrême droite Marine Le Pen (25%) et le centriste Emmanuel Macron (23%), ce qui le priverait du second tour.

M^{me} Le Pen a qualifié hier de «mensonges» les explications fournies par François Fillon. «Il nous a expliqué qu'il ne voulait pas se soumettre au tribunal média-

tique et il fait une grande conférence de presse pour venir demander pardon de quelque chose dont, parallèlement, il explique que c'est parfaitement légal et qu'il n'y a aucun problème», a-t-elle observé.

«Il a pris en otage son propre camp», a jugé pour sa part Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti Socialiste (PS), qui a récemment intronisé Benoît Hamon comme candidat à l'issue d'une primaire. Il reste par ailleurs des zones d'ombre: l'emploi controversé de Penelope Fillon par une revue littéraire, notamment, n'a pas été abordé par le candidat Fillon pendant sa conférence de presse, alors qu'il intéresse également la justice française. Une enquête a été ouverte pour détournement de fonds publics, abus de biens sociaux et recel.

RUSSIE

Un rabbin américain visé par une mesure d'expulsion

Un rabbin américain, à la tête depuis 15 ans de la communauté juive de Sochi (sud), a dénoncé hier une décision de la justice russe de l'expulser du pays pour «menace à la sécurité nationale».

Le ministère russe de l'Intérieur «nous a fait savoir que moi, ma femme et nos sept enfants présentons une menace pour la sécurité nationale et que nous devons quitter ce pays où je vis depuis quinze ans», a indiqué à l'AFP Ari Edelkopf, le rabbin de la communauté juive de Sochi, station balnéaire des bords de la mer Noire.

«Selon la police, mon permis de séjour m'a été retiré en vertu de la loi visant tout citoyen étranger qui menace la sécurité de la Fédération de Russie ou de ses citoyens», a précisé M. Edelkopf, ajoutant n'avoir obtenu «aucune raison pour cette décision».

Ari Edelkopf a été déchu en décembre de son permis de séjour en Russie, une décision dont il avait fait appel. Fin janvier, le tribunal régional de Sochi a rejeté son appel et obligé le rabbin et sa famille à quitter la Russie avant le 11 février.

Le ministère de l'Intérieur et

l'antenne régionale du ministère n'étaient pas immédiatement joignables pour commenter cette décision d'expulsion.

Issu de la mouvance hassidique et à la tête d'une communauté comptant quelque 3 000 juifs de la région de Sochi, M. Edelkopf a assuré que ses activités en Russie «sont toujours restées à l'écart de la politique».

«La décision d'expulser Ari Edelkopf est loin d'être un cas isolé en Russie», a dénoncé le porte-parole de la Fédération des communautés juives de Russie (FEOR), Boroukh Gorine.

«Ces dix dernières années, au moins sept rabbins étrangers ont été expulsés du pays pour des violations des lois relatives à l'immigration», a précisé à l'AFP M. Gorine, selon qui le pouvoir «cherche ainsi à établir un contrôle» sur la communauté juive alors que près de la moitié des 70 rabbins russes sont étrangers.

La Russie compte près d'un million de juifs, selon la FEOR. Près de 7 000 d'entre eux ont immigré en Israël en 2016, ce qui fait de la Russie le premier pays de provenance de l'immigration juive en Israël.